



Ucad : Renforcement des politiques publiques et régimes alimentaires sains et durables



Le Laboratoire de recherche en nutrition et alimentation humaine (Larnah) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar a organisé un atelier de lancement du projet «Renforcer les actions collectives fondées sur les données probantes pour garantir un environnement et des régimes alimentaires sains et durables» (Reper) en Afrique de l'Ouest.

Ce projet de recherche-action, qui a bénéficié du financement conjoint du Crdi et de la Fondation Rockefeller, à hauteur de 23 milliards F Cfa, est exécuté dans le cadre de l'initiative «Catalyser le changement pour des systèmes alimentaires sains et durables» visant à améliorer la santé des populations les plus vulnérables.

Il s'agit d'adopter une approche basée sur les systèmes alimentaires afin d'améliorer la compétitivité des aliments nutritifs en Afrique par rapport aux aliments malsains pour renforcer les politiques publiques et les actions gouvernementales.

«L'objectif est d'accompagner le gouvernement du Sénégal à renforcer un certain nombre de politiques et d'actions qui visent à améliorer les environnements alimentaires pour les rendre plus sains pour les populations», indique Pr Adama Diouf, enseignant-chercheur au Larnah de l'Ucad.

En écho, la coordonnatrice du Reper et du Réseau de recherche sur les politiques et systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (Repsao), ajoute : «Notre société est liée à la malnutrition et en particulier à l'obésité. Aujourd'hui, même si des efforts ont été consentis dans la prise en charge de la sous-alimentation, il faut qu'on aborde aussi la problématique de l'obésité et de ses conséquences, notamment les maladies non transmissibles comme le diabète, l'hypertension artérielle, les maladies cardiovasculaires et même certains cancers.»

<https://lequotidien.sn/ucad-renforcement-des-politiques-publiques-et-regimes-alimentaires-sains-et-durables-les-chercheurs-trouvent-leur-reper/>

UASZ : les enseignements vont reprendre le lundi 6 janvier 2025 (recteur)



Les enseignements vont reprendre le lundi 6 janvier 2025 à l'université Assane-Seck de Ziguinchor (UASZ), fermé depuis le 27 novembre dernier à la suite de violents affrontements entre étudiants et policiers, qui ont fait plusieurs blessés, a-t-on appris d'un communiqué du recteur, transmis ce jeudi à l'APS.

« Le recteur, président du conseil académique de l'université Assane Seck de Ziguinchor, porte à la connaissance de la communauté universitaire que cet organe s'est réuni ce jour, jeudi 12 décembre 2024, pour évaluer l'évolution de la situation académique. A l'issue de cette rencontre, le conseil a pris la décision de reprendre les enseignements le lundi 6 janvier 2025 », souligne la même source.

Le conseil académique de l'université Assane Seck de Ziguinchor a aussi pris la décision de faire une session unique pour l'année universitaire 2023-2024, notamment pour les UFR LASHUS, SES et ST.

Parmi les décisions prises à l'issue de la réunion, figure également l'invalidation du second semestre 2023-2024 si les étudiants ne reprennent pas les cours jusqu'au lundi 13 janvier 2025.

Le conseil académique de l'UASZ avait pris la décision, le 27 novembre dernier, de fermer «jusqu'à nouvel ordre le campus pédagogique».

Cette mesure ne concernait pas le centre universitaire de Kolda (sud) et l'UFR 2S, des annexes de l'université Assane-Seck où les enseignements s'étaient poursuivis. Le conseil académique présidé par le recteur Alassane Diédhiou avait également dissous des amicales d'étudiants et suspendu le renouvellement des bureaux de ces mêmes instances.

<https://aps.sn/ziguinchor-les-enseignements-vont-reprendre-le-lundi-6-janvier-2025-a-luas-z-recteur/>

Enseignement, recherche, innovation : Le CAMES et l'UCAD réaffirment leurs ambitions ...



Le Secrétaire Général du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) a effectué une visite à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

Cette rencontre a été une opportunité précieuse pour échanger sur des thèmes clés tels que l'enseignement, la recherche et l'innovation.

Les discussions ont permis de réaffirmer l'engagement des deux institutions à renforcer les accords de coopération existants. Elles visent également à promouvoir un partenariat durable, au service du développement scientifique et académique en Afrique.



https://senego.com/enseignement-recherche-innovation-le-cames-et-lucad-reaffirment-leurs-ambitions_1780946.html

L'École polytechnique de Thiès au Sénégal accueille une Académie du solaire



Le Sénégal met en œuvre plus d'une dizaine de projets de développement adossés sur l'énergie solaire. Ils concrétisent la politique de transition énergétique du pays qui cherche à porter à 40% la part du renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2035.

Le ministre sénégalais de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a présidé ce lundi la cérémonie d'inauguration d'une « Académie solaire » à l'École polytechnique de Thiès. L'académie propose des formations et des certifications professionnelles dans les métiers et segments du solaire, dont la planification, l'ingénierie, le financement, les opérations, la maintenance et le recyclage.

Ce projet est d'une part le fruit d'une coopération nationale entre le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de l'Énergie, et d'autre part d'une dynamique internationale impliquant l'Alliance Solaire Internationale, l'ONUDI et la France, dans le cadre du projet STAR-C visant à construire un réseau international de centres de ressources en technologies et applications solaires.

Il répond aux ambitions de transition énergétique du gouvernement sénégalais qui veut porter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national à 40% d'ici 2035. Un objectif qui, pour Dakar, ne peut être atteint sans tenir compte du potentiel solaire local.

D'après cette agence, le Sénégal met en œuvre plusieurs projets de développement adossés sur les énergies solaires.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1012-124229-l-ecole-polytechnique-de-thies-au-senegal-accueille-une-academie-du-solaire>

Enseignement Supérieur : L'innovation et l'entrepreneuriat au cœur d'une rencontre à Conakry



La table ronde des bailleurs de fonds du projet d'appui à l'innovation et à l'entrepreneuriat en milieu universitaire et scientifique (EIMUS) s'est tenue ce mercredi dans un réceptif hôtelier de Conakry. Ce projet porté par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, à travers sa Direction de l'innovation, est évalué à 10 335 675,79 dollars. À travers cette initiative, l'enseignement supérieur guinéen veut promouvoir l'engagement du département envers le développement de l'innovation et de l'emploi des jeunes guinéens.

Selon Aminata Deen Touré, Directrice générale de l'innovation, cette initiative va : « développer un écosystème favorable aux innovations, à la créativité de nos étudiants, permettant ainsi de répondre aux besoins des entreprises, des industriels, des structures étatiques en Guinée. L'idée est d'impulser une dynamique à la base venant des étudiants, venant de nos compétences, des enseignants-chercheurs, pour répondre aux défis de développement économique auxquels nous sommes confrontés ».

« Dans ce projet, nous avons effectivement une composante qui vise à consolider les pôles de valorisation de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Il en existe 8 à date, qui ont été implémentées sur le BND, sur la base de nos ressources propres. Aujourd'hui, en levant des fonds pour ce projet, notre objectif est de pouvoir en implanter davantage dans les 17 institutions d'enseignement supérieur, et de pouvoir accompagner les efforts d'innovation qui peuvent exister dans le privé, et les innovateurs qui peuvent, en synergie d'action avec nos universités, développer des idées nouvelles », a ajouté la directrice générale de l'innovation.

<https://www.guinee7.com/2024/12/12/enseignement-superieur-linnovation-et-lentrepreneuriat-au-coeur-dune-rencontre-a-conakry/>

Algérie : Des syndicats étudiants exposent leurs doléances à l'APN



Les représentants de 7 syndicats étudiants ont exposé, lundi, devant la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et des Affaires religieuses de l'APN les problèmes affectant le secteur de l'enseignement supérieur.

L'amélioration du cadre général de l'enseignement, la grève des étudiants en médecine, les questions de transport et d'hébergement, la faiblesse du réseau internet, la nécessité de moderniser les programmes pédagogiques, ont été les principaux sujets abordés au cours de cette rencontre avec ces 7 syndicats étudiants. Le président de la commission, Afif Bleila, a rappelé les réformes engagées par le président de la République pour moderniser l'université algérienne. Il a insisté sur l'importance du rôle des syndicats qu'il considère comme des partenaires de l'administration dans la gestion des universités. « Ces syndicats jouent un rôle essentiel et assurent l'équilibre entre les revendications des personnels et les objectifs institutionnels », a-t-il déclaré.

Le président de la commission a souligné que la rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de consultations, en prévision d'une rencontre avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. « Toutes ces préoccupations seront transmises au ministre pour trouver des solutions rapides et adaptées aux problèmes », a-t-il promis.

France : Dix fois plus d'étudiants-entrepreneurs qu'il y a dix ans



Le statut national étudiant-entrepreneur (SNEE) a été créé il y a dix ans. Un parcours qui, d'après une enquête du réseau Pépite, motive les jeunes porteurs de projet, les aide à passer à l'acte et développe leur confiance en soi. Alain Asquin, coordonnateur national du plan esprit d'entreprendre pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, revient sur ce statut.

Le SNEE est un statut spécifique, ouvert aux étudiants avec un début de projet. Celui-ci est évidemment fragile au démarrage et nous sommes là pour les aider à le structurer, à le construire. La démarche entrepreneuriale est intégrée dans la démarche pédagogique. Le programme d'accompagnement est graduel. Il peut débuter avec des dérogations aux horaires de travaux dirigés, par exemple, puis le suivi de formations, de séminaires, la rencontre d'experts et se prolonger par de l'aide à du prototypage, l'accès à des laboratoires voire de la mobilité internationale.

5 861 étudiants-entrepreneurs étaient inscrits l'année dernière. Au total, depuis 2014, ils ont été 40 000. Nous avons commencé avec 600. Il s'agit d'un service public avec le meilleur niveau d'accompagnement possible. Notre souhait est que le jeune se forme à travers l'entrepreneuriat et développe des compétences qu'il ne soupçonne pas forcément au départ.

Le réseau Pépite (pôle étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat) est constitué de trente-deux pôles qui portent le statut SNEE et accompagnent les jeunes. Ils accueillent 700 référents qui sont les points de contact privilégiés dans les établissements impliqués.

Le Nigeria prépare le programme d'alphabétisation numérique Digital4All pour les universités



Le Nigeria ambitionne d'atteindre d'ici 2027 un taux de 70% d'alphabétisation numérique. Pour cela, le pays mise sur la formation massive, notamment des étudiants.

Le gouvernement du Nigeria travaille au lancement d'un programme d'alphabétisation numérique baptisé Digital4All. Conduit par la Commission nationale des universités, agence gouvernementale chargée de réglementer l'enseignement supérieur, en collaboration avec l'Agence nationale de développement des technologies de l'information (NITDA), il est destiné aux universités.

Les 2 institutions ont tenu une réunion en début de semaine pour discuter des contours du projet. « La discussion a porté sur la collaboration en vue d'intégrer la culture et les compétences numériques comme cours général dans toutes les universités, afin d'accélérer l'objectif d'atteindre 70% de culture numérique d'ici 2027 et de positionner le Nigeria comme exportateur de talents au niveau mondial » lit-on dans un communiqué de la NITDA.

En novembre, la NITDA avait lancé une initiative similaire à l'Université d'État de Nassarawa Keffi. Le cours sera développé sur la base de cette expérience. Il sera sanctionné par une certification, permettant aux diplômés de l'enseignement supérieur d'achever leur cursus avec un Certificat en compétences numérique. Les autorités espèrent que cela leur permettra d'accroître leur employabilité et de réduire leur délai d'intégration professionnelle.

En outre, l'initiative va aider le Nigeria à disposer des compétences pour soutenir l'économie numérique en pleine croissance dans le pays.